

# Eugène Varga

## Articles publiés en 1922 dans *la Correspondance Internationale*

1. 18 janvier 1922, n°5, pp. 35-36. - *Que se passe-t-il en Chine?*
2. 22 mars 1922, n°22, pp. 170-171. - *Le Problème des Réparations.*
3. 8 avril 1922, n°27, pp. 207-208. *La Situation économique et financière à la Veille de la Conférence de Gènes*
4. à 8. Série de cinq articles publiés dans la rubrique « La vie économique » de *La Correspondance Internationale* du 31 mai au 17 juin 1922, n°42, 43, 44, 46 et 47, pp. 321 à 361.  
Titre général : *La Situation économique mondiale en avril-mai 1922*
  4. 31 mai 1922, n°42, pp. 321-322. I. *Les dessous économiques de la Conférence de Gènes*
  5. 3 juin 1922, n°43, pp. 330-331. II. *Les Leçons et les Résultats de Gènes*
  6. 7 juin 1922, n°44, pp. 336-338. III. *Allemagne*
  7. 14 juin 1922, n°46, pp.357-358. IV. *France*
  8. 17 juin 1922, n°47, pp. 360-361. V. *Angleterre.*

1. 18 janvier 1922, n°5, pp. 35-36.

## Que se passe-t-il en Chine?

**L'Empire du Milieu cesse d'être une Colonie. Il naît à la vie capitaliste.**

par *E. Varga* (Moscou).

Les économistes bourgeois qui espèrent encore une reconstitution prochaine de la société capitaliste, fondent en grande partie leurs espoirs en la pénétration capitaliste de la Chine, La Conférence de Washington devait y partager entre puissances des « zones d'influence ». Mais un examen approfondi de la situation dans l'Empire du Milieu aboutit à la conclusion que la Chine actuelle ne présente aucune chance de succès à l'exploitation capitaliste. Une situation sociale et politique extrêmement troublée s'y oppose à la pénétration de l'étranger.

Que se passe-t-il en Chine?

La documentation précise nous fait défaut. Nous ne connaissons des faits que leurs contours extérieurs. Nous remarquons : 1° la désagrégation de l'Empire chinois, actuellement divisé en trois tronçons importants plus divers gouvernements secondaires ; 2° la naissance d'une puissance militaire nouvelle, celle des généraux chefs de gouvernements ; 3° l'influence capitaliste attestée par le fait que les mêmes généraux sont dans la plupart des cas actionnaires influents des exploitations situées sur leurs territoires ; 4° la déclaration du gouvernement central de Pékin qui s'est reconnu momentanément incapable de faire face aux obligations de la dette publique ; 5° l'accroissement des importations étrangères en Chine, en dépit de l'anarchie politique.

Il nous appartient de grouper ces faits, dont plusieurs paraissent se contredire, d'un point de vue marxiste.

Nous pensons que l'ancienne unité de l'Empire Chinois était surtout féodale et bureaucratique. Elle était très superficielle et ne s'adaptait qu'à une économie naturelle. Elle devint insuffisante dès que le capitalisme eut acquis en Chine un certain développement et dès que l'économie naturelle se relâcha. Il semble que pendant la guerre mondiale, par suite de la cessation de la concurrence européenne et américaine, le capitalisme indigène se soit rapidement développé. La bourgeoisie nouvelle eut besoin d'un nouvel appareil gouvernemental qu'elle improvisa en prenant à gages des généraux et en instituant des gouvernements locaux.

Ne tombons pas dans l'erreur commise qui consiste à prendre pour un symptôme de désagrégation économique le démembrement de l'ancien Empire Céleste. Il était peuplé de 400 000 000 d'habitants. Divisé en dix fragments il formerait encore dix pays plus peuplés que la France ! Le faible développement des voies de communications ne permettra probablement pas à la Chine de constituer un gouvernement central étendant son pouvoir sur tout le territoire et satisfaisant aux besoins des bourgeoisies locales. La constitution de gouvernements locaux dirigés par des généraux qui sont aussi de gros capitalistes n'est donc pas un fait de régression économique et sociale. C'est plutôt une phase transitoire du passage du gouvernement féodal et bureaucratique au régime capitaliste centralisé à venir.

On comprend que la dissolution d'un appareil gouvernemental qui comprenait des millions de fonctionnaires n'aille pas sans de grands ébranlements. La soldatesque des généraux gouvernants se recrute, paraît-il, largement parmi les fonctionnaires privés par l'insolvabilité du gouvernement

central de tout moyen d'existence. Elle comprend sans doute aussi des artisans ruinés par la croissance rapide de l'industrie. Nous voyons donc s'appliquer en Chine une loi connue de l'histoire : la classe en voie de développement fait des produits de **délabement** [**déblaiement** ?] de l'ancienne classe dirigeante la base physique de son pouvoir militaire.

Si notre interprétation des événements de l'Empire du Milieu est satisfaisante, il en résulte que l'Angleterre et l'Amérique ne peuvent compter beaucoup sur le marché de l'Extrême-Orient pour y placer les produits d'une industrie prodigieusement développée. Il en résulte aussi qu'une intervention militaire en Chine serait absurde. L'occupation d'un lambeau de l'immense pays, contraire à la volonté de sa population, occasionnerait des frais énormes et ne rapporterait rien. Or les chinois ne se soumettront pas de bon gré au capital étranger. Leur gouvernement central a préféré contracter un emprunt onéreux à l'intérieur que recourir aux services d'un consortium financier américano-japono-européen. Le fait est significatif.

Nous assistons probablement en Chine à l'évolution rapide d'un capitalisme, non pas colonial, alimenté de capitaux étrangers, tel que l'eussent souhaité les européens et les américains, mais indigène, issu du sol chinois et destiné à progresser parallèlement avec le capitalisme japonais. Le fait que certains hommes d'Etat chinois sont à la solde de l'étranger (Chaou-Solin [**Tchan So Lin**] subventionné par le Japon et Sun-Yat-Sen par les Etats-Unis) n'empêche nullement les gouvernements locaux d'être, au premier chef, les représentants du capitalisme chinois en voie d'évolution.

Notre conception explique bien des contradictions apparentes et notamment celle de l'importance croissante des importations de machines dans l'Empire (voir les statistiques du commerce extérieur de la Grande-Bretagne) et de la désagrégation politique de ce dernier.

2. 22 mars 1922, n°22, pp. 170-171.

## **Le Problème des Réparations.**

**Le cercle vicieux. — Ruine totale de l'Allemagne ou faillite de la France. La convention de Wiesbaden. — Ce problème ne peut être résolu isolément**

par *Eugène Varga* (Moscou).

Le rétablissement de l'équilibre de l'économie mondiale est particulièrement entravé par les charges des réparations imposées à l'Allemagne. Quelle que soit toutefois, l'importance de cette question pour l'Allemagne, il y a lieu de souligner énergiquement qu'elle ne constitue qu'un problème secondaire dans le grand désaxement de l'équilibre économique mondial et que sa solution — si l'on peut parler en cette matière d'une solution possible — ne mettrait pas, comme on est enclin à le croire en Allemagne, un terme à la crise économique mondiale.

Comment se pose le problème des réparations dans le cadre de notre conception de la situation économique mondiale ?

On veut que l'Allemagne prélève à brève échéance sur une production déjà insuffisante à l'entretien de son industrie et à l'existence tant soit peu humaine de son prolétariat, pour 3,5 milliards de marks or de marchandises. Cette somme représente environ le dixième du revenu total de l'Allemagne opulente et territorialement indemne d'avant-guerre. L'accomplissement intégral de ces

décisions signifierait :

1. Que l'Allemagne se ruinerait complètement en peu d'années. Elle devrait consumer l'ensemble de ses moyens de production. Sa valuta [devise] perdrait toute valeur sur le marché mondial. De terribles luttes sociales dont l'enjeu serait l'appropriation des restes insuffisants de la production amèneraient la révolution sociale ou rejetteraient le pays dans la barbarie.

2. Que, d'autre part, le marché mondial déjà restreint et incapable de recevoir l'excédent de marchandises des pays de surproduction serait encore submergé par l'exportation des marchandises allemandes. L'accomplissement intégral du programme des réparations pousserait à l'extrême les antagonismes de l'économie mondiale.

La solution la plus plausible serait donc l'annulation pure et simple de toutes les charges des réparations.

Cette solution serait possible si l'Allemagne était seulement débitrice des pays de surproduction. L'Angleterre s'est déjà familiarisée avec l'idée de n'en plus rien recevoir. Les hommes politiques et les économistes britanniques reconnaissent que le salut de l'ordre capitaliste exige un rétablissement de l'économie mondiale qui apporterait un remède à la crise périlleuse du chômage en Grande-Bretagne. Or l'existence d'une Allemagne contrainte à la continuation des exportations au rabais, équivaut à l'éternisation du chômage en Angleterre.<sup>1</sup>

Mais les réparations ne sont dues à l'Angleterre que dans une faible mesure. Pays riche elle voudrait et pourrait résoudre le problème en y renonçant. La part du lion dans les paiements de réparations appartient à la France, à la Belgique, à l'Italie, à la Serbie, tous pays ayant grand besoin des richesses allemandes. Considérons à titre d'exemple la France. Pendant la guerre sa politique financière a été folle et dispendieuse. « Les boches paieront tout ! » disait-on et l'on payait moins d'impôts qu'avant la guerre. Et lorsqu'on eut la victoire on continua les dilapidations pour obtenir aux élections du 16 novembre une majorité nationale. Les dommages matériels réels, causés à la France pendant la guerre, évalués, croyons-nous avec beaucoup de justesse par M. Keynes, à 20 milliards, furent triplés et quadruplés à Versailles. On accorda aux gens pourvus de bonnes relations des indemnités proportionnées. Et la France se voit aujourd'hui en présence d'un définitif budgétaire annuel de 20 milliards de francs. Le paiement intégral du quotient des réparations réservé à la France ne permettrait donc pas de rétablir l'équilibre du budget français !

Aussi la France n'est-elle pas en mesure de renoncer à ses créances de guerre. Son intérêt fiscal exige que l'Allemagne paye intégralement. Mais celle-ci n'en est point capable. Elle ne paye, pour autant qu'elle paye, qu'en se livrant à des exportations exagérées et en faisant ainsi une concurrence mortelle aux pays surproducteurs — parmi lesquels il faut ranger la France elle-même, devenue du fait de l'annexion de l'Alsace-Lorraine, un pays exportateur de produits de la grande industrie. La France, tout en réclamant le paiement intégral des réparations, cherche à se défendre contre la concurrence allemande par des barrières douanières. Mesure inopérante, car la pression économique

---

<sup>1</sup> Nous n'ignorons pas que la quantité des marchandises allemandes exportées en 1920-21 est relativement petite et très inférieure aux exportations allemandes d'avant-guerre. Mais en présence de l'équilibre relatif de l'économie mondiale avant la guerre, ces exportations ne troublaient point la vie économique des autres pays si ce n'est celle de l'Angleterre. Aujourd'hui par contre, la capacité d'absorption du marché mondial étant extrêmement restreinte, tous les Etats se défendent contre les exportations allemandes par des barrières douanières.

de l'Allemagne se fait aussi sentir dans les autres pays où elle contribue à établir les prix mondiaux. En outre l'obligation imposée à l'Allemagne d'opérer ses versements en valuta [devises] cotée au pair aboutit à chaque échéance à une hausse énorme de ces devises et par conséquent à creuser encore l'abîme existant entre les pays de surproduction et les pays de sous-production. Nous constatons donc que toutes les tentatives de faire payer les réparations aggravent la crise de l'économie mondiale; tandis que la renonciation aux réparations amènerait la France à la faillite financière.

La convention de Wiesbaden a été une tentative de tourner ces difficultés. Au fond elle se résout à cette stipulation : l'Allemagne, au lieu de jeter anarchiquement ses marchandises sur le marché mondial aurait à livrer à la France, d'après un système établi à l'avance, certaines marchandises nécessaires à la reconstruction des régions dévastées et par conséquent étrangères aux besoins normaux de l'économie française. Ce serait le moyen de recevoir d'Allemagne de grandes quantités de marchandises sans s'exposer sur le marché mondial à une concurrence allemande insupportable ; en d'autres termes l'Allemagne reconstruirait effectivement les régions détruites sans augmenter pour cela sa propre production et l'offre des marchandises sur les marchés extérieurs.

Sans doute la convention de Wiesbaden est favorable à la France. Elle n'est pourtant pas encore ratifiée : l'intérêt égoïste de certains groupes influents du capitalisme français s'y oppose résolument. Mais l'Allemagne ne gagnerait pas grand'chose à sa ratification. Certes, le paiement en marchandises l'exonérerait de la contrainte de se procurer, à des prix écrasants, des devises étrangères. Mais le problème fondamental demeurerait sans solution. Comment l'Allemagne appauvrie pourrait-elle prélever sur sa production 3,5 milliards de marks or en marchandises ? Au contraire ce problème serait encore aggravé, l'Allemagne devant livrer à la France, au cours des prochaines années des quantités de marchandises dépassant la part prévue de la France dans les paiements des réparations. L'Allemagne aurait à faire des avances et à créditer à la France l'excédent des marchandises» Expérience que son appauvrissement rend impraticable. Nous sommes ainsi amenés à donner raison aux économistes allemands qui trouvent la convention de Wiesbaden préjudiciable aux intérêts de leur pays.

Le problème des réparations ne peut en un mot être résolu que par un rétablissement général de l'équilibre économique mondial. Et toute tentative de le résoudre isolément ne pourra par contre qu'aggraver cette crise générale.

3. 8 avril 1922, n°27, pp. 207-208

## **La Situation économique et financière à la Veille de la Conférence de Gènes**

**Impuissance, division et « desseins diaboliques » du capitalisme. — Notre franchise. — Réponse à des sots et aux gens inquiets. — La double crise mondiale : surproduction et sous-production. — Crise économique et crise financière. — Les causes. — Les intérêts des puissances capitalistes. — Esquisse d'une solution. — Pourquoi celle-ci n'est pas encore possible.**

par *Eugène Varga* (Moscou).

La Conférence de Gènes ajoute un nouvel anneau à la chaîne déjà longue des tentatives de la

bourgeoisie européenne pour assainir la situation économique et financière de l'Europe dévastée par la guerre. Mais le rétablissement de l'Europe étant impossible sans le concours énergique des Etats-Unis d'Amérique, et ceux-ci ayant déclaré s'abstenir de toute participation active à la Conférence de Gènes, le résultat final de cette conférence nous paraît assez problématique.

Les faits essentiels qui exigent la reconstitution fondamentale de l'économie et des finances européennes sont généralement connus. Depuis presque deux ans le monde est en proie à une crise économique extrêmement grave qui revêt deux aspects différents.

Les pays qui, pendant la guerre, ont pu conserver l'intégrité de leur outillage et de leur main-d'œuvre — ou même les développer — souffrent d'une crise de surproduction. Ce sont les Etats-Unis, le Japon, les Etats neutres de l'Europe, la Grande-Bretagne. Cette crise se traduit par les symptômes des crises normales du capitalisme : accumulation des stocks, arrêt de la production, fléchissement excessif des prix, faillites et proportions colossales du chômage.

La concentration du capitalisme permet d'en faire supporter presque tout le poids aux masses laborieuses, alors que précédemment les capitalistes eux-mêmes subissaient les premiers les conséquences des baisses de prix, pertes de fortune, faillites, etc. La surproduction et l'accumulation des stocks sont aujourd'hui combattus par des restrictions systématiques et prolongées de la production. — en d'autres termes par le chômage forcé de milliers de travailleurs.

Le nombre de sans travail est assez connu : plus de 5 millions aux Etats-Unis, 2 million» de chômeurs complets en Grande- Bretagne. En Angleterre et dans les pays neutres de l'Europe le pourcentage des sans travail s'élève à 20% environ. Jamais encore il n'y eut de chômage si étendu et si prolongé.

Une pareille crise de chômage, durant depuis plus d'une année sans la moindre interruption, constitue pour le capitalisme une épreuve des plus pénibles. Les capitalistes anglais sont contraints de verser aux chômeurs des secours dont le montant grève leur budget de sommes énormes. Et la crise les a incités à penser à la reconstitution économique du continent.

Abstraction faite de la crise générale et du chômage, c'est leur situation financière qui amène les Etats capitalistes à Gènes. L'Angleterre a réussi, au prix d'efforts prodigieux, à équilibrer son budget ; par contre l'Italie et la France n'ont presque pas d'espoir de combler leurs déficits énormes. Les Etats de l'Entente doivent ensemble plus de 10 milliards de dollars aux Etats-Unis d'Amérique; la France et l'Italie sont en outre les débiteurs de la Grande-Bretagne. Dans tous les pays, y compris les Etats-Unis les impôts excessifs font naître le désir d'une situation politique qui rendrait superflu l'entretien des armées et des flottes puissantes et dispendieuses.

Ces difficultés financières sont les conséquences immédiates de la guerre mondiale Les frais de guerre dépassèrent plusieurs fois les sommes qu'il était possible de prélever sur le *revenu* de l'économie mondiale. Il fallut entamer la substance, le capital même, des fortunes nationales. Et comme en régime capitaliste on ne pouvait le faire que conformément aux principes de la propriété privée, la fortune réelle consommée fut remplacée par un *capital fictif, constituant bientôt des dettes s'élevant nominalement à des centaines de milliards*. Si le capitalisme devait durer les peuples de l'Europe auraient, grâce à ce système, à gémir pendant un grand nombre d'années sous le faix des vieilles dettes.

Les causes de la crise économique mondiale sont plus compliquées. Le facteur principal en est l'effondrement de l'Europe Orientale et Centrale. L'Allemagne, la Pologne, la Russie, les Etats de l'ancienne monarchie Austro-Hongroise, les Balkans, peuplés de 300 millions d'hommes environ,

c'est-à-dire des 3/8 de la population de l'univers capitaliste n'ont pu encore se rétablir. Et parmi ces pays, l'Allemagne avec ses 60 millions d'habitants fut naguère une des plus grandes puissances capitalistes.

Leurs stocks épuisés, leurs transports et leur outillage détériorés par la guerre, ces pays sont en proie à une *crise permanente de sous-production*. Leur production n'est pas proportionnée à leur consommation et ils continuent à vivre sur leurs réserves. Conformément aux lois régissant l'économie capitaliste leur appauvrissement se révèle notamment par la baisse du change.

Les valeurs de l'Allemagne, de l'Autriche, des Etats balkaniques et de la Russie, malgré des oscillations temporaires, se déprécient d'année en année. Car ces pays consomment plus qu'ils ne produisent. Et il en résulte qu'ils ne peuvent acheter comme avant la guerre à l'Amérique et à l'Angleterre. La surproduction des Etats « sains » est donc une conséquence immanente de la sous-production des Etats épuisés.

Cette situation est singulièrement compliquée par le problème des réparations. L'Allemagne, pays le plus fort au sens économique du mot, parmi les Etats vaincus, est obligée d'après les stipulations les plus récentes, de remettre à bref délai, sans échange d'aucune sorte, plus de deux milliards de marks or aux pays de l'Entente. Et comme elle ne produit guère plus que de quoi satisfaire strictement ses propres besoins la continuation des versements de réparations doit l'amener rapidement au dénuement complet.

Ce qui signifie : 1. — Que l'Allemagne ne pourrait plus acheter sur les marchés américain et anglais ; 2. — Que pour continuer ses paiements elle serait forcée de continuer à tout prix ses exportations.

Que les versements soient faits en espèces ou en nature les conséquences ne varient pas, car dans l'état actuel de sa main-d'œuvre et de son matériel, l'Allemagne ne peut soustraire à son économie des valeurs aussi considérables sans aboutir à la ruine la plus complète.

Or, le problème des réparations ne sera pas inscrit à l'ordre du jour de Gènes, quoiqu'il paraisse impossible de rétablir la vie économique de l'Europe sans le résoudre. La difficulté provient de ce que les intentions des deux puissances européennes dirigeantes, France et Angleterre, sont dans ce cas inconciliables.

L'Angleterre, désireuse avant tout de reprendre ses exportations pour remédier chez elle au chômage préconise une réduction des charges de réparations susceptibles de relever le pouvoir d'achat de l'Allemagne. La France qui est davantage un pays agricole, qui lutte contre la dépopulation et a subi d'effroyables pertes en hommes, ne connaît pas le chômage, mais se trouve aux prises avec les pires difficultés financières. Elle tient à faire payer l'Allemagne en espèces et en nature.

Cet antagonisme des deux puissances ne permet aucune solution raisonnable du problème des réparations.

Autre facteur décisif, autre problème : la Russie, avec ses 135 millions d'habitants, ses énormes richesses potentielles, sa profonde misère actuelle, son élimination presque complète du marché mondial, la diminution de sa production provoquée par des années de guerre et aggravée cette année par la famine, la Russie contribue largement à troubler l'équilibre de l'économie mondiale.

La reconstitution des pays de sous-production de l'Europe Centrale et Orientale exigerait

d'abord qu'on leur fournisse des moyens de production. En régime capitaliste cela veut dire : qu'on leur consente des emprunts. Les grandes puissances, l'Amérique surtout, le pourraient. Mais les capitalistes américains espèrent rétablir leur situation par *le développement de leur marché intérieur et la pénétration de l'Amérique du Sud*. Jusqu'ici ils se sont refusés à accorder même un secours négatif à l'Europe, — en renonçant, par exemple, au recouvrement de leurs créances de guerre sur les pays de l'Entente. Qui plus est ils viennent de réclamer leur part des versements de l'Allemagne, pour couvrir leurs frais d'occupation de la Prusse Rhénane ! Les Etats-Unis répondent ainsi aux prétentions du militarisme français et à l'exclusion par les anglais du capital américain des exploitations de pétrole dispersés par le vieux monde. Enfin l'existence du régime prolétarien en Russie est aussi un obstacle sérieux à tout arrangement international.

Résumons-nous. La situation économique et financière du monde capitaliste exige péremptoirement un règlement nouveau du statut économique de l'Europe, y compris l'Allemagne et la Russie. Ce règlement devrait consister dans un allègement des charges de réparation, dans la renonciation réciproque des Etats de l'Entente à leurs créances de guerre, dans l'octroi par les pays de surproduction de larges crédits aux pays ruinés de l'Europe Orientale et Centrale. La Grande-Bretagne étant, de toutes les nations en présence, la plus intéressée à l'économie mondiale désirerait une solution véritable. Mais, seule, elle n'est pas capable de suffire à la tâche; et la collaboration unie et suivie des grandes puissances est rendue impossible par les intérêts particuliers de chacune d'entre elle.

Aussi croyons-nous que la Conférence de Gènes, tout en abordant une tâche dont la portée doit être décisive pour l'existence du monde capitaliste, ne sera pas en mesure d'apporter une solution aux problèmes actuels.

4. 31 mai 1922, n°42, pp. 321-322

## **La Situation économique mondiale en avril-mai 1922**

[I.]

### **Les dessous économiques de la Conférence de Gènes**

par *Eugène Varga* (Moscou).

*La présente étude écrite par notre camarade Eugène Varga pour éclairer les dessous économiques de la conférence de Gènes est à jour jusqu'au 13 mai dernier. Sous n'en supprimerons que quelques passages relatifs à la conférence de Gènes et qui de ce chef ont perdu une partie de leur intérêt. Cette étude prendra plusieurs numéros de la C. I., mais peut être reproduite par fragments détachés.*

#### **La Reconstitution de l'Europe.**

La reconstitution de l'Europe capitaliste est à l'ordre du jour par suite de la crise de l'économie mondiale dont les traits les plus caractéristiques sont les suivants :

1. Chômage intense en Angleterre, en Italie, dans les pays neutres de l'Europe, etc. —



10.000.000 de chômeurs, d'après le mémorandum allemand ; 2. crise de sous-production en Europe centrale et orientale, famine en Russie ; 3. finances obérées dans tous les Etats européens. L'Angleterre exceptée, il n'y a pas en Europe d'Etat dont le budget ne se solde par un déficit énorme ; 4. charges militaires excessives. Malgré la limitation des constructions maritimes le budget anglais de la marine pour 1922-23 s'élève au double du même budget de 1913. A l'exception de quelques Etats vaincus tous les pays européens sont accablés de charges militaires.

Il y a deux problèmes : le problème franco-allemand et le problème russe. — La France s'obstine à exiger de l'Allemagne la réparation de la totalité des dommages économiques et financiers subis par la première du fait de la guerre. Elle s'oppose à toute remise en discussion d'un traité de paix, sans la révision duquel toute tentative de rétablir un équilibre économique capitaliste en Europe est à l'avance voué à l'échec. — Le problème russe provient au premier chef de la différence des forces sociales en présence. Si la Russie était un Etat capitaliste, il ne serait pas très difficile de la réajuster au système de l'économie mondiale. Les autres pays la traiteraient comme un débiteur insolvable. Ils lui octroieraient un répit, réduiraient ses dettes anciennes, lui concéderaient des crédits tout en se chargeant du contrôle de ses recettes et de ses finances. Ils la traiteraient en un mot comme ils ont traité au XIXe siècle de nombreux pays coloniaux. Mais dans ces pays l'Etat était à la disposition des capitalistes et, dans certains cas, les créanciers européens y créèrent eux-mêmes un mécanisme susceptible de garantir leurs créances (comme en Chine, en Turquie, etc.).

On se proposait d'user envers la Russie de procédés analogues. Le premier mémorandum présenté à la conférence de Gènes par les puissances invitantes fut une tentative de tous les Etats capitalistes, y compris l'Allemagne, d'imposer à la Russie un contrôle financier et le régime des capitulations, comportant un traitement privilégié pour les étrangers. Jusqu'ici le principal résultat de la conférence de Gènes c'est la rupture du front uni des puissances capitalistes. Les tentatives de colonisation de la Russie ont échoué parce que, bien que sa situation économique soit analogue à celle des Etats insolvable naguère colonisés, la Russie dispose d'une forte organisation militaire et d'un immense territoire rendant très dispendieux et incertains dans leurs résultats les efforts qu'on pourrait faire pour la réduire par les armes. Les antagonismes des capitalistes sont une seconde cause de l'échec des desseins capitalistes eux-mêmes. Examinons maintenant la situation des principales puissances européennes.

### **Coup d'œil d'ensemble.**

*L'Angleterre* est l'Etat le plus intéressé au rétablissement de la situation normale de l'économie universelle. L'Angleterre a depuis plus d'un an environ 2 000 000 de chômeurs. L'état relativement bon de ses finances lui a permis de reprendre son rôle de banquier mondial et lui permet de collaborer plus activement que tout autre pays à la solution qui ne peut qu'être le résultat de grands crédits offerts aux pays appauvris afin de relever leur économie nationale. Elle n'a pas un intérêt urgent à exiger le paiement des réparations par l'Allemagne. Celles-ci ne s'inscrivent dans son budget que pour 3 %. Pour la même raison elle peut avoir une attitude plus conciliante dans la question de la reconnaissance des dettes russes. Et c'est un facteur important, 85% des dettes de guerre de la Russie revenant à l'Angleterre.

D'autre part la guerre a considérablement affaibli la Grande-Bretagne au point de vue politique et militaire. La nouvelle technique de la guerre met un terme aux avantages de sa situation insulaire. La possession d'une importante flotte sous-marine et celle d'une aviation de guerre bien développée assure à la France une position militaire très supérieure à celle de l'Angleterre (voir *la Prochaine*

guerre par le Général Maitrot, Paris, 1921, ou *Wer ist der Beherrscher Europas - Que est le dominateur de l'Europe ?* brochure anonyme attribuée à un collaborateur intime du général Ludendorff. Or, c'est une tradition anglaise de ne jamais tolérer l'établissement sur le continent d'une suprématie militaire. Tout ces facteurs déterminaient la politique de l'Angleterre à Gènes : défiance envers la France, sans rupture toutefois, et tendance à un arrangement avec la Russie et l'Allemagne.

La France fut dès le début hostile à la Conférence de Gènes. C'est que se suffisant à peu près à elle-même elle est beaucoup moins intéressée que l'Angleterre au rétablissement de l'économie mondiale. D'autre part elle est financièrement ruinée par la guerre. D'après une statistique de la « Barkleys Bank » [sic] les dettes Françaises s'élèvent à :

Dettes intérieures :		247,5 milliards de frs.
Dettes extérieures :	a) 557 millions de [livres ?] à 48 frs.	26,7 [milliards de frs.]
	b) 1648 millions de dollars à 9 frs.	14,8 [milliards de frs.]
Total		289,0[milliards de frs.]

Avant la guerre les dettes de la France s'élevaient à 33,7 milliards. En considérant ce chiffre nous sommes amenés à conclure que même la renonciation de la Grande-Bretagne et de l'Amérique à leurs créances n'améliorerait pas assez la situation financière de la France pour lui permettre de consentir à une réduction notable des réparations dues par l'Allemagne. Cette situation financière extrêmement précaire, qui subsisterait même après l'annulation de ses dettes extérieures et la rentrée intégrale des réparations allemandes est encore aggravée du fait que la France a dévoré pendant la guerre la majeure partie de ses créances sur l'étranger et que, de celles qui lui restent en mains, les plus importantes, les dettes russes, sont devenues d'une valeur fort douteuse depuis l'avènement des Soviets au pouvoir. Et la nécessité de faire payer l'Allemagne oblige la France à entretenir un militarisme onéreux. La France se meut ainsi dans un cercle vicieux. Pour s'assurer le secours financier des réparations elle se jette dans des dépenses militaires dépassant peut-être la somme qu'elle touchera. D'autre part il existe en France un groupe important d'hommes d'affaires désireux de réunir dans des mains françaises, par l'occupation du bassin de la Ruhr, les gisements les plus importants de fer et de charbon du continent européen et de donner ainsi à la suprématie politique de la France en Europe un fondement économique, ce qui ne peut qu'exciter la défiance de l'Angleterre.

Des pays voisins de la Russie quelques uns présentent un intérêt spécial. Ils ne sont pas intéressés au paiement des réparations et n'ont pas de créances importantes sur la Russie. A l'égard de celle-ci, leurs intérêts sont contradictoires. Etats capitalistes ils souhaitent la disparition de la Russie prolétarienne. Mais ils dépendent économiquement de la Russie et commencent à comprendre l'inanité de leurs vœux. Cela est aussi vrai de la Pologne dont l'industrie ne peut se passer du marché russe que de la Tchéco-Slovaquie industrielle qui aurait tout intérêt à des échanges actifs avec l'Est. Se croyant menacés par la Russie prolétarienne, ces pays capitalistes ont formé la Petite Entente et marchent, en politique, sur les traces de la France. Mais ils sont aussi intéressés à une certaine collaboration avec la Russie et à l'affermissement du marché russe De là leur attitude équivoque.

Parmi les petits Etats la Belgique tient une position particulière parce qu'elle avait investi en Russie des capitaux assez considérables s'élevant, d'après la *Journée industrielle*, à 1 milliard de francs-or, en emprunts de l'Etat et des villes et à 2,5 milliards de francs-or en actions et obligations industrielles.

En face de ce bloc de l'Entente, se placent l'Allemagne et la Russie. A l'Allemagne l'Entente avait réservé la tâche de réorganiser en son nom et pour son compte l'économie russe sur une base capitaliste. Le profit du travail allemand en Russie eut servi à assurer le paiement des réparations.

Du moment où il fut connu qu'on n'y traiterait pas du problème des réparations, la Conférence de Gênes avait perdu pour l'Allemagne son intérêt principal. L'Allemagne cherche avant tout à obtenir une réduction de ses charges de réparations, réduction sans laquelle le retour de l'économie allemande et européenne à une situation normale paraît impossible. Qui plus est l'Allemagne a besoin d'un important crédit étranger pour être en mesure de combler les lacunes de son mécanisme de production.

La position de la Russie est en général similaire à celle de l'Allemagne. Elle a d'abord besoin de crédits pour sa reconstitution économique. Tout ce qu'on pouvait à Gênes lui offrir en dehors de cela, reconnaissance de jure, relations commerciale régulières, etc., ne présente pour elle qu'un intérêt secondaire. Elle ne peut évidemment envisager une reconnaissance sérieuse de ses anciennes obligations que si des crédits nouveaux lui permettent de relever sa production. Et ce n'est qu'après un certain nombre d'années qu'elle pourrait songer à payer les intérêts de ses emprunts anciens et nouveaux. N'étant pas un Etat capitaliste, sa situation est, répétons-le compliquée par la défiance qu'elle inspire aux capitalistes. Ceux-ci lui demandent des garanties. Ils sont logiques en exigeant la reconnaissance préalable des anciennes dettes de la Russie, et la restitution à leurs propriétaires dépossédés des entreprises nationalisées. Mais il n'est pas moins logique que la Russie repousse irréductiblement cette dernière exigence. Deux systèmes sociaux se heurtent sur ce point; il s'agit de trouver un *modus vivendi* entre pays d'un système social différent.

En dehors de l'Europe le Japon occupe une position très particulière. Pays capitaliste, pauvre en matières premières, il cherche à placer avantageusement ses capitaux et à leur donner des monopoles. Il a jeté son dévolu sur la Chine, la Corée, la Mandchourie, la Sibérie. La question sibérienne détermine son attitude envers la Russie. Ne pouvant régler cette question par les armes il s'associe étroitement à la France également militariste et russophobe.

Les *Etats Unis* d'Amérique constituent aujourd'hui la première puissance économique et financière du monde. Sans l'Amérique l'abolition des créances interalliées, condition première d'une réduction des charges des réparations, est impossible. D'autre part les pays d'Europe sont dans l'impossibilité d'ouvrir à la Russie les crédits qui garantiraient sa résurrection économique. Mais l'Amérique n'est pas directement intéressée au relèvement de la Russie et redoute même la concurrence des céréales russes sur le marché mondial, comme l'écrivit tout net le *Financial Times*.

Ni la *Turquie*, ni la *Chine* n'ont été invitées à Gênes. La présence de la Turquie eut part trop fait ressortir l'antagonisme franco-anglais. La présence de la Chine eut part trop fait ressortir les antagonismes du Japon, de la Grande-Bretagne et des *Etats-Unis* en Extrême Orient.

Le bref exposé que nous venons de faire montre déjà pourquoi la grande coalition capitaliste contre la Russie n'a pu se réaliser, et pourquoi les travaux de la conférence de Gênes ont été lents et si laborieux et n'ont produit que si peu de résultats.

5. 3 juin 1922, n°43, pp. 330-331

## **La Situation économique mondiale en avril-mai 1922**

par *Eugène Varga* (Moscou).

II.

### **Les Leçons et les Résultats de Gènes**

#### **La Classe ouvrière n'exerce aucune Influence**

La classe ouvrière n'exerce aucune influence sur la politique étrangère des grandes puissances capitalistes, tel est le premier des enseignements de la Conférence de Gènes. La Conférence écarta, sans lui attribuer la moindre importance, le mémoire de la F.S.I. d'Amsterdam, document qui ne s'inspirait d'ailleurs que des conceptions pacifistes et bourgeoises. Éliminés par la carence du Congrès mondial projeté par les trois Internationales, ces partis politiques ouvriers n'eurent aucune voix au chapitre. La plupart s'abstinrent même de prendre position vis à vis des problèmes posés par la Conférence. Seul le Labour Party contribua par une résolution à affermir la position de M. Lloyd George attaqué par les conservateurs.

Les questions ouvrières furent, à Gènes, traitées avec un dédain scandaleux. Les Commissions constituées pour les étudier n'ont rien fait. La *Freiheit* de Berlin a résumé un intéressant discours du délégué italien Gabrini, sur la manière dont la Commission traita les questions ouvrières :

« Entre les résolutions des Commissions de Gènes, dit-il, et celles de Genève ou de Washington, l'abîme est infranchissable. La Commission économique a même cru devoir souligner que nous ne sommes plus au temps de la constitution de l'Office International du Travail... Seul le délégué Rakovski demanda en séance plénière de la Commission économique que les gouvernements s'engageassent à soumettre à leurs parlements les résolutions adoptées par la Conférence du Travail de Washington... Et Rakovski fut seul à voter sa proposition. »

L'impuissance actuelle du prolétariat, causée par la collaboration de ses dirigeants syndicaux et socialistes avec la bourgeoisie, ne saurait être mieux caractérisée que par ces faits.

#### **Les Bons Conseils de la Commission Economique.**

M. Keynes a qualifié avec raison les résolutions de la Commission Economique de « pieux développements des principes généraux ». La commission, n'ayant aucun pouvoir réel, n'a produit que des enfilades de lieux communs. « Tout pays doit équilibrer lui-même son budget... alors seulement il trouvera le chemin conduisant à la réforme du change. L'émission de billets non couverts doit cesser... Nous devons tendre au retour à la monnaie d'or... » Etc. Somme toute une réédition non corrigée des résolutions de la Conférence financière de Bruxelles. Les profonds conflits d'intérêts existants entre les pays représentés ne permettaient guère de s'attendre à un meilleur résultat.

Deux décisions de la Commission économique peuvent néanmoins avoir une portée pratique : celle concernant la réunion d'une conférence de banques d'émission, à laquelle seraient invités les

Etats-Unis, et qui étudierait les questions relatives à la stabilisation du change — et celle concernant la réunion d'une conférence internationale des chemins de fer, dans le but de rendre les déplacements plus faciles.

L'attitude des Etats en présence refléta exactement leurs intérêts. L'Allemagne en défendant les droits de sortie sur les matières premières s'inspirait de sa triste situation financière. Rakovski, en demandant une répartition équitable de la réserve d'or mondiale, répétait en somme que la Russie a besoin d'un emprunt considérable. Et lorsque M. Keynes affirmait que l'équilibre budgétaire d'un pays dépend des paiements que doit faire ce pays, cela voulait dire : réduisez les charges de réparations.

Comme il fallait, en dépit de tant d'intérêts incompatibles, établir tout au moins une série de bons conseils, il fut naturellement impossible de trouver mieux que des lieux communs.

### **Le Traité de Rapallo**

L'échec du front uni capitaliste projeté contre la Russie s'avère par le traité germano-russe qui annule les obligations réciproques des deux pays, reconnaît *de jure* le pouvoir des Soviets et prépare le terrain à une future collaboration économique.

Certains milieux allemands, auxquels appartiennent, les deux partis social-démocrates, considèrent ce traité comme préjudiciable aux intérêts de l'Allemagne, en ce qu'il excite les jalousies de la France et empêche, par conséquent, un règlement satisfaisant de la question capitale des réparations. Des Russes d'autre part pensent que leur pays a commis une faute en se liant à l'Allemagne insolvable et en compromettant ainsi la position de Lloyd George vis à vis de la France. Nous ne discuterons pas ici ces opinions. Voyons, plutôt ce que les deux parties contractantes peuvent s'offrir l'une à l'autre.

Une chose nous frappe au premier abord. Ni l'Allemagne, ni la Russie ne peuvent recevoir l'une de l'autre le grand emprunt indispensable à leur relèvement économique. Etant l'une et l'autre appauvries sinon ruinées, elles ne peuvent se prêter un secours économique immédiat réellement efficace.

Ce serait pourtant une erreur grave de mésestimer leurs possibilités. La crise de la production, en Russie, n'est pas seulement due à la pénurie de moyens de production. Le manque de bons organisateurs, de techniciens et d'ingénieurs y joue aussi un rôle sérieux. Et l'Allemagne peut y remédier dans une large mesure. Les prolétaires allemands peuvent eux-mêmes prêter une aide précieuse à leurs frères de Russie, en qualité d'organiseurs, de colons, de contremaîtres. La Russie offre aussi de nombreuses possibilités nouvelles. Enfin de nombreuses entreprises industrielles y chôment pour des causes très secondaires : manque de machines spéciales ou de pièces de machines, manque de quelques produits chimiques. Or malgré l'appauvrissement général du pays, les capitalistes allemands investissent des capitaux considérables à l'étranger (référons-nous aux placements de M. Stinnes). Avec des capitaux relativement minimes l'Allemagne peut donc contribuer utilement au relèvement de l'industrie russe. Elle aurait tort de renoncer à ces possibilités de travail tandis que les chances réelles d'obtenir des Etats de l'Entente un grand emprunt restent, pour elle, assez minimes.

La Commission des Réparations s'est émue de la perspective de placements allemands en Russie et s'est demandé s'ils n'affaibliraient pas encore la capacité financière de l'Allemagne vis à vis de ses créanciers. On comprend que la Commission s'efforcera d'apporter le maximum

d'empêchements au progrès des relations germano-russes.

De son côté, que peut offrir la Russie à l'Allemagne. Peu de chose, en ce moment. Mais bientôt des matières premières importantes : bois, fourrures, cuirs, plume, chanvre, manganèse, huiles minérales, pétroles. Pauvre à l'heure actuelle, la Russie n'en a pas moins une grande richesse potentielle ; et nous sommes convaincus qu'elle peut se régénérer seule, sans grands emprunts étrangers, pourvu qu'on lui laisse la paix et que les prochaines récoltes soient bonnes. La nouvelle politique économique a créé les bases d'un nouveau développement rural. Désormais il s'agit d'organiser sur ces bases les superstructures nécessaires : transports, industries, échanges, finances. Cela équivaut à de nouveaux investissements de capitaux et à une meilleure organisation. Si la Russie réussit à remplir ses tâches les plus urgentes elle donnera à l'Allemagne plus qu'elle n'en recevra.

Mais quant à présent le traité de Rapallo n'est encore qu'un expédient dont se servent deux pays ruinés.

### **La Question des Crédits à la Russie.**

Les puissances ont présenté à la Russie de grandes exigences :

1. Reconnaissance des dettes d'avant-guerre et de guerre, des dettes urbaines, etc. ; 2. restitution aux ressortissants étrangers des propriétés nationalisées, ou indemnisation de ces ressortissants ; 3. privilèges aux capitalistes étrangers en Russie ; 4. Contrôle des finances russes. Bref, tout ce que l'on exige de coutume d'un Etat insolvable et sans défense. Qu'offraient-elles à la Russie en échange ?

Ceci : la reconnaissance des Soviets *de jure* et des promesses aléatoires d'un concours financier.

Ces promesses ont été parfaitement résumées par la *Deutsche Allgemeine Zeitung*. « En Grande-Bretagne la loi sur le concours aux entreprises financières anglaises existant dans le pays même où à l'étranger garantit leur capital et leurs intérêts ; une mesure de 25 millions de livres sterling y est affectée, à laquelle le gouvernement pourrait, en la consacrant aux entreprises agissant en Russie, ajouter encore 15 millions de livres. La France a promis à Cannes de s'associer au consortium dans la même mesure que l'Angleterre. Elle mettrait à la disposition de la Russie des semences, des machines, du personnel technique. Elle pourrait en outre lui livrer 1200 locomotives, 25 000 wagons à marchandises et 2500 wagons à voyageurs. L'Italie souscrirait 20% du capital et serait prête à concourir au rétablissement des transports russes et à l'écoulement des produits russes à l'étranger. Le Japon a voté à une société commerciale russo-japonaise un crédit de 8 000 000 de yens. La Belgique accorde un crédit de 250 millions de francs pour les affaires avec la Russie et serait disposée à admettre l'Allemagne dans le consortium pour une participation de 20%. Lorsque la confiance sera revenue, par suite des mesures prises en Russie, la Belgique consacrerait des sommes très considérables à la reconstruction des entreprises belges en Russie. »

Par ailleurs la formation d'un consortium international pour la reconstruction de la Russie (au capital de 20 millions de livres sterling !) avait été décidée. Mais dans tout cela nous ne voyions pas de crédits pour la Russie. Il n'était question que de crédits à des sociétés étrangères opérant en Russie.

Dans la *Berliner Tageszeitung*, M. Keynes a fait remarquer le vague des promesses capitalistes envers la Russie. « Tout au plus, disait-il, laissons-nous espérer à la Russie l'ouverture prochaine

d'un crédit de 5 à 10 millions de livres sterling. »

Questionné sur le point de savoir s'il était prêt à accorder à la Russie un emprunt d'Etat M. Lloyd George répondit par un *non* clair et précis. Dès le 26 avril la Commission du crédit avait décidé que « les Etats riches en capitaux n'accorderaient d'emprunts directs aux pays nécessiteux que dans des cas exceptionnels ; d'une façon générale les crédits doivent être accordés sous forme d'emprunts privés. » Et M. Keynes s'est, croyons-nous, trouvé seul à proposer qu'un crédit de 50 millions de livres fut accordé par l'Angleterre à la Russie (crédit destiné à l'achat en Angleterre même d'outillage agricole, etc.) vu la difficulté pour la Russie d'obtenir, pour des raisons politiques, des crédits privés. On comprend que la Russie, à laquelle on offrait si peu de choses, ne se soit pas empressée d'assumer les lourdes charges qu'on voulait cependant lui imposer. D'ailleurs il eut été insensé sa part, comme l'ont démontré ses réponses, de prendre des engagements impossibles à tenir sans un renouvellement rapide de son mécanisme producteur, renouvellement pour lequel un crédit important lui serait indispensable.

La question russe est donc avant tout une question d'emprunt.

Mais quels obstacles s'opposent à l'octroi à la Russie d'un emprunt tant soit peu considérable ?

Du point de vue de *l'économie naturelle* le monde capitaliste pourrait, sans difficulté, accorder de grands crédits à la Russie.

Il est en possession de stocks importants de marchandises difficiles à écouler. Et le travail des 10 millions d'ouvriers actuellement réduits au chômage pourrait reconstituer en une année des valeurs pour plusieurs millions de roubles or.

Du point de vue *Financier*, la même possibilité existe. A Londres, à New York, bref dans les centres capitalistes, la baisse des prix et la consolidation du crédit qui rendent superflus bien des paiements en argent, laissent des capitaux disponibles en abondance relative. Rien qu'à New-York on a souscrit {d'après l'*Economist*) en avril des emprunts pour les sommes suivantes :

1ère semaine : 82 000 000 dollars.

3ème semaine : 142 000 000 dollars.

2ème semaine : 112 000 000 dollars.

Un nouvel emprunt de 60 000 000 de dollars, pour les chemins de fer, a été souscrit en moins d'une demi-heure.

En Grande-Bretagne le total des valeurs nouvellement émises pendant les quatre premiers mois de cette année se monte à 400 000 000 de livres sterling environ. Certes la plus grande partie de ces placements nouveaux ont lieu sur le marché financier intérieur. J'ai constaté ailleurs que les valeurs américaines se placent à New York au taux de 4 à 6% alors que la Tchécoslovaquie, c'est-à-dire l'Etat de l'Europe centrale dont la situation financière est la meilleure, doit payer 8,30% et que la Serbie payera autant pour son emprunt de chemin de fer. Et ce sont des pays capitalistes dociles, en qui l'on peut avoir confiance. Quel taux demanderait-on donc à la Russie pour compenser les risques du prêt qu'on lui ferait ?

Ceci nous amène au point essentiel. Il est en ce moment impossible de placer un emprunt russe sur le marché ouvert. La défiance et la peur des capitalistes isolés sont encore trop grandes.

## La question des pétroles russes.

Si toutes les puissances capitalistes étaient unanimes à refuser à la Russie tout crédit important, elles se divisèrent dès qu'il fut question des concessions de pétroles en Russie. L'alarme fut grande quand les journaux publièrent la nouvelle, démentie ensuite par les deux parties, d'un contrat passé entre le gouvernement des Soviets et la *Shell Company*. La France, la Belgique, les Etats-Unis, s'en émurent.

Le pétrole est la seule marchandise dont la production et la consommation augmentent sensiblement en dépit de la terrible crise économique actuelle, et dont le prix ne fléchit guère. En outre la technique de la guerre moderne (sous-marins, avions, tanks, transports automobiles) se fonde sur l'emploi du combustible liquide. Le manque de sources de naphte, de grands stocks et de possibilités d'un ravitaillement rapide en pétrole est le point faible de la puissance militaire de la France, et lui rendrait impossible une lutte prolongée contre l'Angleterre. La consommation de pétroles aux Etats-Unis monte si rapidement que les calculs les plus récents permettent de prévoir dans 18 ans l'épuisement total des sources pétrolifères américaines. Dès lors l'Angleterre aura le monopole universel du pétrole. Le pétrole russe est donc l'objet d'ardentes convoitises. Les capitaux que l'on placera en Russie dans les exploitations de pétroles rapporteront tout de suite des dividendes appréciables. Et c'est pourquoi l'unité des puissances capitalistes, contre l'Etat révolutionnaire, s'est disloquée dès que fut posée la question des pétroles russes.

6. 7 juin 1922, n°44, pp. 336-338

## La Situation économique de l'Europe en Avril-Mai 1922

### III. Allemagne

**Le change. — Mouvement des prix. — L'augmentation du coût de la vie. — l'industrie. — Les fonctionnaires dans la lutte des classes. — Le commerce. — Perspectives.**

par *Eugène Varga* (Moscou).

Esquissons d'abord, avant d'examiner la situation des plus grands pays, un rapide tableau d'ensemble. Aux Etats-Unis et en Angleterre, de formidables conflits entre le travail et le capital arrêtent net l'amélioration légère que nous observions (grève des mineurs américains, lock-out des métallurgistes anglais.) Dans les pays à valuta [devise] dépréciée, Allemagne et Pologne, une temporaire stabilisation du change cause quelque malaise. En Tchéco-Slovaquie et en Autriche la crise s'accroît, ce que nous démontre l'accroissement du nombre de chômeurs.

Fait digne d'être retenu l'accommodation des prix intérieurs au prix du marché international dans les pays à valuta [devise] dépréciée — Allemagne, Autriche, Pologne, Etats balkaniques — peut-être considérée comme achevée. Quand aux prix mondiaux, ils restent en général assez constants, abstraction faite des variations occasionnées par les oscillations du change. D'une façon générale les prix des blés, des charbons et des fers sont à peu près les mêmes dans toute l'Europe. Et les charbons



et les fers anglais se vendent en Allemagne et en Tchéco-Slovaquie de même qu'en France. Dans le domaine de la politique économique, pas de changements notables en avril-mai. La conférence de Gènes entrave certaines transactions relatives à des crédits à accorder aux pays appauvris. Les Etats-Unis consentent quelques prêts à des municipalités françaises, à des chemins de fer français, à une ville allemande (Elberfeld) et à la Serbie. Ce dernier emprunt est particulièrement intéressant. C'est un emprunt en investissement. Les Etats-Unis se chargent de construire en Serbie des chemins de fer et d'exploiter des concessions forestières.

Quelles sont les perspectives générales ? Les chances d'une mauvaise récolte augmentent en Europe par suite des circonstances météorologiques. En France, en Allemagne et en Hongrie la récolte s'annonce mauvaise. La France compte sur une moins value de 20 millions de quintaux, l'Allemagne a de grande chances de ne pas avoir une récolte moyenne. Aux Etats-Unis aussi, où l'on a restreint volontairement la culture du blé à la suite des mauvaises affaires de l'an dernier, l'année agricole ne semble pas devoir être bonne. Selon toutes les apparences il y aura à compter pendant l'exercice 1922-1923 sur une pénurie extraordinaire de céréales et de denrées alimentaires. Pour les Etats-Unis, ce sera une amélioration, la contradiction existant entre les prix des produits industriels et les produits agricoles devant s'atténuer. Pour l'Europe, surtout centrale et orientale, ce sera fâcheux. Si au cours des deux mois prochains les chances de la récolte ne s'améliorent pas, il ne faudra plus parler d'aucun assainissement économique de l'Europe en 1922-1923<sup>2</sup>

En Avril-Mai, la situation économique de l'Allemagne est influencée par deux facteurs : la Conférence de Gènes, et les oscillations du change. Le 4 avril le dollar vaut 330 marks; le 25 avril il en vaut 250 et dans les derniers jours du même mois. 300. Incertitude dans les affaires et vœux de stabilisation du mark. Le rapport de la commission de socialisation formule des desiderata utopiques : élargissement de la production, emprunts intérieur et extérieur à longue échéance. Tout cela ne paraît guère réalisable à l'heure qu'il est. Tant que le budget du Reich accusera un déficit aussi phénoménal que le déficit actuel, on ne pourra nullement compter sur une stabilisation du mark. Nous sommes maintenant en possession de chiffres définitifs pour l'exercice des finances publiques de 1921-1922. Les voici :

	Du 1 <sup>er</sup> avril 1920 au 31 mars 1921	Du 1 <sup>er</sup> avril 1921 au 31 mars 1922
recettes	27,2 milliards	82,6 milliards
dépenses	84,3 milliards	175,5 milliards
Déficit des exploitations du Reich	18,2 milliards	12,8 milliards
déficit total	73,3 milliards	105,7 milliards

Nous voyons que 44% seulement des dépenses réelles ont été couverts au cours de l'exercice écoulé bien que les recettes effectives aient dépassé de plus de 30 milliards de marks-papier les prévisions budgétaires. Il n'y a pas de probabilité que la situation s'améliore pendant l'exercice courant.

Dans le mouvement des prix des derniers temps les impôts nouveaux se font vivement sentir. La majoration des prix a été précipitée. Les prix allemands se sont rapidement rapprochés du niveau

---

<sup>2</sup> Ecrit le 15 mai.

des prix mondiaux. Voici quelques chiffres sur leur évolution :

	Index du commerce en gros	Index du coût de la vie	Index du coût de l'alimentation	Index hebdomadaire du Dr. Kuczinski
Novembre 1921	3416	1397	1914	-
Décembre 1921	3487	1550	2088	-
Janvier 1922	3665	1640	2219	518
Février 1922	4103	1989	2727	627
Mars 1922	5433	2302	3152	789
Avril 1922	6355	-	-	915

Les détails avèrent ici l'accommodation des prix intérieurs aux prix du marché mondial. Les prix des marchandises importées n'augmentent que de 9,9%, alors que ceux des produits de l'industrie nationale augmentent de 19,1%.

L'augmentation du coût de la vie pendant les 4 premiers mois de l'année se monte d'après les chiffres du Dr. Kuczinski à 65% environ.

En avril cependant la conjoncture générale reste assez bonne. L'extraction de la houille baisse quelque peu. Dans le bassin de la Ruhr, l'extraction quotidienne baisse de 335 000 tonnes en mars à 321 000 tonnes en avril. La métallurgie, les industries de la chaux et du ciment se plaignent de la pénurie du combustible. Les industriels métallurgistes envisagent l'importation de charbon anglais.

Le 3 mai le président de la société des industriels du Fer et de l'Acier constate que la capacité de travail des forges s'est élevé de 50 à 60% alors que les exportations ne se montent encore qu'au tiers de celles de 1913. La sous-production n'est pas le résultat du défaut des débouchés mais du défaut des combustibles. Si l'on disposait du coke nécessaire 20 hauts fourneaux pourraient, dit-on, être remis en activité. La métallurgie compte mettre des charbons anglais à la disposition des chemins de fer et retenir en échange les cokes assignés à ceux-ci. Le 5 mai le journal des mines constate qu'en présence d'un prix intérieur du fer en barre de 9.810 marks la tonne, les usines de la Sarre ont pu vendre le leur à 11.000 marks la tonne, ce qui témoigne d'un grand nombre de demandes, et en déduit que les grandes usines sont occupées pour plusieurs mois.

Moins bonnes sont les chances des exportations. Par suite des fortes majorations des prix intérieurs et des oscillations du change, le prix du fer en Allemagne, dépassa parfois au cours du mois d'avril les prix de l'étranger. La *Bergwerkzeitung* (Journal des Mines) donne à ce sujet l'intéressant tableau suivant :

Date 1922	Change du florin hollandais	Produit du fer en barre		Prix intérieur du fer en barre	Différence entre prix intérieur et produits réalisés à l'étranger
		En florins	En marks		
25 février	85	90	7650	7050	+ 600
2 mars	92	90	8280	7050	+ 1230
14 mars	100	90	9000	7050	+ 1950
15 avril	96	90	8640	9810	- 1170
20 avril	107	90	9630	9810	- 180
3 mai	117	90	10530	9810	+ 720
4 mai	111	90	9990	9810	+ 180

« Le résultat est déjà sensible. C'est une diminution des exportations de fer. De novembre 1921 à février 1922 l'exportation des fers laminés allemands s'est réduite de plus d'un tiers. Tout relèvement du mark la réduira encore. Dernièrement d'importantes commandes étrangères ont échappé à l'industrie allemande. Ceci se rapporte surtout aux matériaux de chemins de fer, vivement assaillis par la Belgique, la France et le Luxembourg. »

Toutefois l'industrie métallurgique des articles manufacturés est encore prospère en général. Ça et là la main d'œuvre qualifiée lui fait défaut. Elle manque de combustibles. L'industrie électrique et celle des machines sont bien occupées. L'industrie textile, en plein travail arrive, semble-t-il, à la limite de son essor. Déjà les prix intérieurs atteignent ceux du marché mondial et, pour les étoffes de coton de qualité supérieure, déjà la concurrence anglaise se fait sentir. Les chances de cette industrie dépendent beaucoup du cours ultérieur du change. Le Cartel des grandes filatures exige pour les commandes livrables dans trois mois une réserve de prix de 30% et, pour les ordres à plus longue échéance, refuse toute prévision de prix.

Tous comptes faits la situation industrielle de l'Allemagne nous paraît encore assez bonne. En parlant au congrès de Rome d'un chômage relativement important M. Leipart nous paraît avoir dit le contraire de la vérité.

La lutte entre le capital et le travail revêt, en avril, des formes très âpres. Alors que les capitalistes réussissent souvent à régler sans conflit les questions de salaires avec les ouvriers, des difficultés énormes se produisent à propos des traitements de fonctionnaires. Les employés de l'Office des Statistiques du Reich publient un tableau comparatif des traitements de fonctionnaires en 1913 et en 1921, dont il résulte que le revenu réel des employés n'est, par rapport à celui de 1913, que de 82 à 83 % pour les classes inférieures, de 40 à 50 % pour les classes moyennes, et de 27 % pour le» classes supérieures. Les traitements des fonctionnaires sont sensiblement inférieurs aux salaires des ouvriers.

Le patronat ne réussit pas encore à obtenir la prolongation de la journée de travail. Les mineurs se refusent obstinément à faire des heures supplémentaires. Pendant près de 2 mois, les métallurgistes du sud de l'Allemagne restent en grève pour défendre la semaine de 46 heures. Le patronat voudrait leur imposer celle de 48 heures.

Sur le rendement du travail, la *Gazette de Francfort* a publié qu'il s'est fortement élevé en 1919 et a même dépassé, dans plusieurs cas, celui de 1913. Nous ne pensons pas qu'on puisse formuler des appréciations générales d'après ces observations. Le fait dominant reste le fléchissement du rendement du travail dans les mines de charbons, des chemins de fer, et plusieurs administrations. Mais il ne faut pas méconnaître une tendance au relèvement.

Le commerce extérieur de l'Allemagne a suivi, au cours des dernier mois, le développement suivant : (valeur des importations et des exportations exprimées en millions de marks)

	importations	exportations	Excédent des importations ou des exportations
Octobre 1921	13 814	9 682	- 4133
Novembre 1921	12 272	11 887	- 386
Décembre 1921	13 701	14 468	+ 766
Janvier 1922	12 640	14 394	+ 1753
Février 1922	12 000	14 482	+ 2480
Mars 1922	Environ 22 900	Environ 21 300	- 1600

De février à mars la quantité des importations s'est élevée de 14,7 à 26,4 millions de quintaux métriques. 8,3 millions sur une augmentation de 11,6 résulte des importations renforcées des matières premières. Le mois de mars a donc été caractérisé par de grands achats de matières premières.

Quant au lendemain on n'est plus optimistes en Allemagne. La récolte s'annonce faible. 9 % des froments d'hiver sont perdus. Et les conséquences d'une mauvaise récolte pour la vie économique de l'Allemagne pourraient être extrêmement sérieuses.

L'accommodation des prix aux prix du marché extérieur exercera aussi une influence peut-être décisive. Si l'Allemagne arrivait, au moyen d'un grand emprunt étranger à une amélioration stable du change, un contre-coup semblable à celui qui s'est produit en Autriche, où le nombre des chômeurs s'est élevé en quelques semaines de 20 000 à plus de 100 000, s'y produirait.

La *Baseler National Zeitung* a pu écrire sur les perspectives prochaines de l'économie allemande ces lignes :

« Plusieurs indices montrent que le dumping allemand est déjà surmonté. Aucune amélioration ne se produira cette année, le chômage s'accroissant sans que les prix baissent, car les conditions objectives d'une baisse de prix font encore défaut. Les prix des matières premières et des vivres que l'Allemagne achètent à l'étranger montent ; les impôts, les frais généraux de la production, et des transports montent aussi ; et le chômage amoindrira les recettes de l'Etat au moment précis où ses dépenses augmenteront. L'Etat devra, pour payer les allocations de chômage, recourir sans cesse à de nouvelles émissions d'ailleurs insuffisantes. »

Cette note pessimiste d'un journal bourgeois pourrait être dictée par les besoins d'une spéculation à la baisse du mark. Mais il est tout de même significatif que les pays neutres — le fait est général — ne partagent pas quant à la situation économique de l'Allemagne, l'optimisme de ses créanciers français et anglais.

Il est évident que le développement ultérieur de l'économie allemande dépendra de la solution du problème des réparations après le 31 mai et de l'issue des négociations infiniment laborieuses relatives à un emprunt étranger.

7. 14 juin 1922, n°46, pp.357-358.

## **La Situation économique de l'Europe en Avril-Mai 1922**

### **IV. France**

#### **La Concurrence anglaise. — Le problème financier. — Les 8 heures.**

par *Eugène Varga*

La situation économique de la France se maintient en général. Dans la seconde moitié d'avril des indices d'une amélioration légère ont été observés. La grande difficulté pour la France c'est celle de la conquête, sur le marché mondial, des débouchés pour sa grosse métallurgie. L'industrie charbonnière se ressent de la concurrence des charbons allemands fournis pour les réparations et, bien plus encore, de la concurrence des charbons anglais. Dans la première quinzaine d'Avril le travail a cessé dans quelques houillères peu importantes. Dans la seconde quinzaine d'avril l'influence de la grève des mineurs américains se faisait sentir et le prix des charbons anglais d'exportation était majoré d'un schilling la tonne. Situation analogue dans l'industrie du fer. La concurrence allemande a pratiquement cessé, les prix allemands étant plus élevés que les prix français. Il est même arrivé à l'Allemagne d'acheter du fer français. L'Angleterre est à présent le concurrent le plus dangereux de la métallurgie française, qui continue de ne travailler qu'avec une fraction de son outillage. Dans les départements de l'Est on signale l'activité de 31 hauts fourneaux sur 81 : en Lorraine cette proportion est de 27 sur 66. La concentration de la métallurgie s'opère avec succès. Le cartel de la métallurgie semble devoir s'étendre à la Belgique et au Luxembourg.

Dans l'industrie textile, le Nord se plaint de la concurrence anglaise. Les manufactures anglaises offrent des prix intérieurs de 5 à 10 francs par kilogramme à ceux des manufactures françaises. Aussi l'industrie textile demandera-t-elle une majoration des droits d'entrée. Par contre l'Allemagne est aujourd'hui, pour les tissus de coton, le meilleur client de la France. Alors qu'en 1913 la France en exportait en Allemagne 858 tonnes, elle en a exporté 8 055 tonnes en 1920 et **24 785 tonnes** en 1921. Ce dernier chiffre équivaut au 40% de ses exportations cotonnières (alors qu'avant la guerre 1% seulement de celles-ci étaient destinés à l'Allemagne).

En avril-mai la prochaine récolte l'annonçait mal. La croissance des céréales était en retard et l'on comptait avec un déchet approximatif de 20 000 000 de quintaux. Une mauvaise récolte aurait de graves répercussions sur la situation économique de la France. Le pouvoir d'achat des paysans en serait sensiblement réduit, la nécessité d'importer des vivres de l'étranger influencerait défavorablement le change français.

L'agriculture se plaint du manque de main d'œuvre accru par les pertes de guerre. La superficie cultivée a un peu diminué, l'étendue des pâturages s'accroît. La France risque d'avoir trop de viande et trop peu de pain et de légumes.

Au moment où nous écrivons les statistiques du commerce intérieur pour avril ne nous sont pas encore parvenues ; celles de mars accusent un solde négatif.

Le problème financier est pour la France le plus ardu. L'Etat a dépensé jusqu'à 80 milliards

pour la reconstruction des régions dévastées qui sont encore loin d'être reconstruites. La rentrée des réparations dévient de plus en plus problématique. L'Angleterre et l'Amérique exigent le paiement des intérêts de dettes de guerre alors que les rentrées d'impôts restent très au-dessous des prévisions budgétaires. En mars les recettes des contributions indirectes comportèrent 163 millions de francs (soit 15%) de moins que les prévisions budgétaires. La moins-value du premier trimestre 1922 s'élève ainsi à 503 millions. Nous n'avons pas de données sur l'impôt direct. Mais en présence des campagnes de la presse bourgeoise contre l'impôt sur le revenu on est en droit d'admettre des fraudes considérables.

Le change n'a guère varié à l'exception d'un léger fléchissement du franc vis à vis de la livre sterling.

Pas de chômage notable d'après les chiffres officiels : 7 915 chômeurs à la fin de Mars, 7 141 chômeurs le 21 avril. Mais les organes ouvriers parlent d'un chômage assez important. Le rendement du travail semble s'améliorer.

L'action du patronat contre la journée des 8 heures se poursuit méthodiquement. On ne trouve pas un numéro de journal bourgeois qui ne contienne au moins quelques allusions à la nécessité de prolonger la journée de travail. Les Chambres de Commerce et les organisations patronales harcèlent le ministère à ce propos. Plusieurs projets de loi contre la journée de 8 heures sont prêts. Dans ces conditions il est difficile de se rendre compte des forces qui s'opposent encore à la solution de cette question au gré du patronat. Il semble que celui-ci recule devant la perspective d'une résistance générale de la classe ouvrière et préfère tourner de plus en plus la loi de manière à éviter des conflits importants.

Nous n'avons à noter aucun changement important dans la situation économique de l'Italie.

En Suède légère amélioration. Les exportations de bois, de cellulose et de papier ainsi que de minerais de fer sont en augmentation. Dans les autres pays dits neutres, situation stationnaire et chômage énorme.

8. 17 juin 1922, n°47, pp. 360-361

## **La Situation économique de l'Europe en Avril — Mai 1922**

### **V. Angleterre.**

**La Finance, l'industrie, le Commerce extérieur. — Relation entre les salaires et le coût de la vie. — Le chômage. — Budget de guerre de 1913 et de 1922. — Ce que les guerres napoléoniennes ont coûté et ce que la guerre mondiale a coûté**

*par Eugène Varga.*

Les principaux événements de la vie économique de la Bretagne [sic] au cours de cette période

furent : 1° la réduction du taux officiel de l'escompte à 4% ; 2° le recouvrement par l'Angleterre de sa capacité de concurrence sur le marché mondial ; 3° le grand lock out de l'industrie mécanique ; 4° la réduction des impôts stipulés par le budget nouveau.

La réduction du taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre date du 14 avril. C'est la cinquième en une année, le taux d'escompte étant tombé de 6,5 à 4%. L'Angleterre est de la sorte revenue au taux de l'avant-guerre. Elle fait les plus grands efforts pour reconquérir en face de l'Amérique sa position de banquier mondial. Au cours des 4 premiers mois de cette année 400 millions (environ) de livres sterlings de valeurs nouvelles ont été émises en Angleterre, c'est-à-dire plus qu'à New York. Le change de la livre sterling par rapport au dollar va en s'améliorant d'une marche lente mais constante. Au 7 avril le dollar était coté 4,39 ; au 12 avril 4,42 ; au 5 Mai 4,45.

Indiquons ici que l'industrie anglaise a recouvré toute sa capacité de concurrence non seulement vis-à-vis de l'Amérique mais aussi vis-à-vis de la France, de l'Allemagne et de la Belgique. C'est moins la conséquence de la réduction des prix anglais que celle de la majoration des prix sur le continent. Depuis plus de 5 mois les prix du commerce anglais de gros sont stationnaires.

Toutefois il faut reconnaître que les prix des denrées alimentaires, céréales surtout, accusent une forte progression, passant de 159 à 174 alors que des produits industriels ont baissé de 5 à 8 %. Déjà le commerce extérieur anglais se ressent de cette situation. En mars les exportations anglaises ont été plus fortes qu'au cours de tout l'exercice passé, malgré la baisse des prix. Elles se chiffrent par 64,6 millions de livres, ce qui équivaut, en tenant compte de la réduction des prix, à une augmentation de 15 % environ.

L'amélioration constatée s'est poursuivie en avril quoique d'une plus lente allure. Elle fut ralentie par le grand lock-out de l'industrie mécanique. La vie économique se ressent surtout de l'amoindrissement de la consommation de fer et de charbon. D'autre part, la grande grève des mineurs américains permet aux négociants anglais de placer leur charbon dans des pays d'Europe, auxquels, depuis la guerre, les Etats-Unis en fournissaient. Dès avant la grève des quantités considérables de charbon (36 000 tonnes) avaient été exportées au Canada. Le marché sud-américain en achète maintenant. Les fêtes de Pâques ont fait baisser l'extraction de charbon, de 5 millions de tonnes (du 1<sup>er</sup> au 3 avril) à 3,5 du 15 au 22 avril.

La production du fer et des aciers se maintient au niveau élevé de mars. Le nombre des hauts fourneaux en activité était de 107 à la fin de mars, contre 101 à la fin de février. Les exportations de fer se raniment; l'industrie textile conserve les positions récemment acquises. Ses progrès sont considérés comme stabilisés.

Les affaires de l'industrie du pétrole sont considérées comme excellentes. Etroitement liées entre elles les sociétés pétrolières maintiennent leurs prix très élevés, malgré la baisse du pétrole brut américain et la baisse du fret, ce qui provoque, (fin avril début de Mai) de vives réclamations de la part du public industriel.

Ainsi les signes d'une amélioration de la situation des affaires en Angleterre ne manquent pas, mais il faut se garder d'en exagérer la portée. La production totale est encore loin de revenir à la normale. La statistique du chômage accusait le 10 avril 1 715 000 chômeurs et le 17 avril 1 728 000. Depuis le nouvel an, le nombre de chômeurs n'a diminué que de 206 000. Dans certaines industries comme dans celle des machines, il y avait en mars une proportion des chômeurs supérieure à toutes les précédentes (industrie des machines 309 000 soit 27 % du total des ouvriers assurés), ce qui montre que les positions du patronat à la veille du lock-out étaient excellentes.

Le trait caractéristique c'est peut-être que le tiers seulement des forges et des usines de l'industrie du fer sont en activité.

Conformément à l'échelle variable des salaires des réductions de salaires ont été pratiquées dans nombre d'industries, d'après l'index officiel de la réduction du coût de la vie (qui fournit les chiffres suivants : 1er janvier, 92; 1er février 88; 1er mars 80; 1er avril 82). Les trades-unions contestent vigoureusement l'exactitude de ces chiffres. Il serait en effet singulier que l'index du commerce anglais restant stationnaire et les principales denrées alimentaires ayant augmenté dans le même laps de temps de 8 à 10% le coût de la vie sont tombé cependant de 10%. La défiance des ouvriers anglais à l'endroit de ces statistiques nous paraît donc bien naturelle.

La réduction des impôts inscrite au nouveau budget a une portée particulière. On sait que l'impôt sur le revenu est en Angleterre l'impôt principal. Il s'éleva jusqu'à 6 shillings par livre sterling c'est-à-dire jusqu'à 30%. On la maintenant réduit à 5 shillings. Les droits d'entrée sur le thé, le café et le cacao ont aussi été réduits. La réduction de l'impôt était réclamée par l'ensemble de la bourgeoisie et il y faut voir une mesure préparatoire de M. Lloyd George en vue des prochaines élections législatives. Elle a été payée de la suppression au budget du montant de l'amortissement des dettes pour l'exercice courant, ce qui est contraire à toutes les traditions financières de la Grande-Bretagne. La bourgeoisie anglaise et le gouvernement avec elle, pensent que l'amortissement des dettes est moins important que le réveil des affaires et que la diminution des impôts. Par contre le budget affecte une somme de 2S millions au paiement de l'intérêt des créances américaines. Malgré la détérioration budgétaire qui résulte sans contredit de cette suspension de l'amortissement des dettes et en dépit de dépenses militaires encore excessives l'Angleterre reste le seul pays d'Europe qui solde son budget avec un excédent réel. L'*Economist* anglais a publié un très intéressant parallèle des budgets anglais de 1818-1819 (au lendemain des guerres napoléoniennes), de 1913-14 et de 1922-23. Le paiement des intérêts des dettes exigèrent en :

1818-19	31,7 millions de livres sterlings
1913-14	24,5 millions de livres sterlings
1922-23	397, 0 millions de livres sterlings

Les dépenses de l'armée et de la marine s'élevèrent en

1818-19	15 5 millions de livres sterlings
1913-14	77,0 millions de livres sterlings
1922-23	148,5 millions de livres sterlings

En ajoutant à ce dernier chiffre les 10 millions de livres de crédits prévus pour l'Asie centrale et en réalité pour le budget de guerre, on constatera que, malgré la conférence de Washington et malgré ses intentions pacifiques. L'Angleterre dépense pour la guerre et la marine plus du double de ce qu'elle dépensait à la veille de la guerre mondiale.

Le même tableau nous montre de façon instructive les proportions entre les dépenses de l'Etat et ses revenus. Du retenu national on dépensa, en % :



	1818	1913	1922
Intérêts de dette	8,0 %	1.1 %	11,0 %
Pensions de guerre	3,9 %	3,5 %	3,9 %
Total :	14,4 %	7,9 %	23,9 %

Et les dettes comportèrent :

	1818	1913	1922
En millions de livres sterlings	791	600	7 900
En % du revenu national	200 %	26 %	220 %

Naturellement ce ne sont que chiffres approximatifs. Mais ils nous font constater combien les charges résultant de la guerre mondiale sont plus lourdes que celles dont les guerres napoléoniennes grevèrent jadis le pays.